

BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 181 / 29. nov 89

El Salvador:

LES SALVADORIENS MEURENT, BUSH PERD DU TEMPS Un ancien ambassadeur des Etats-Unis au Salvador a dénoncé publiquement le gouvernement Salvadorien et l'attitude de Washington.

ARENA NE VEUT PAS PARTIR Il semble qu'au Salvador, toute solution négociée passe désormais par le départ du Gouvernement.

X **CRISTIANI FAIT RESONNER SES TAMBOURS DE GUERRE EN AMERIQUE CENTRALE** En rompant ses relations avec le Nicaragua, le gouvernement salvadorien cherche à régionaliser le conflit.

LA CRUAUTE EXTREME Un jésuite nicaraguayen, de retour du Salvador, témoigne de ce qu'il a appris sur le massacre des six prêtres.

Elections en Nicaragua:

LE PROGRAMME "ELECTIONS 90" A LA TELEVISION Une initiative de plus pour approfondir la participation dans le processus électoral.

X **LA CONTRA OUVRE LE FEU** La Contra a rompu les conversations de paix et de nouveaux groupes se sont infiltrés au Nicaragua.

X **"TERRORISME ET PROPAGANDE POLITIQUE: DES ANCIENS CONTRAS RACONTENT"** Le nouveau plan d'infiltration de groupes Contras sur le territoire nicaraguayen prévoit le soutien actif à la campagne de l'UNO.

LE PARTI UNIONISTE CENTRAMERICAIN EN CAMPAGNE Le parti unioniste centraméricain (PUCA) est un des plus anciens partis nicaraguayens.

Divers

"LE PROGRAMME D'AJUSTEMENT CONTINUE AVEC UNE NOUVELLE DEVALUATION" La 31^{ème} dévaluation du Cordoba fait partie des dernières mesures de cette année, dans le cadre du programme d'ajustement qui va en bon train.

"MANAGUA VERS LE HAUT, VERS LE BAS, VERS LE LAC ET VERS LA MONTAGNE" Aux amateurs d'errances, géographes, connaisseurs d'arbres, quelques conseils désorientants.

40 P 11481

El Salvador

LES SALVADORIENS MEURENT, BUSH PERD DU TEMPS

Managua, 24 novembre (ANN). La répression insensée déchaînée au Salvador par le parti d'extrême-droite Arena, en particulier l'assassinat de six jésuites, a divisé les milieux politiques étatsuniens. L'ancien ambassadeur des Etats-Unis au Salvador, Robert White, a publié dans le *New York Times* du 21 novembre un article dans lequel il dénonce avec énergie la véritable nature du régime salvadorien et critique sévèrement la Maison Blanche.

L'histoire du Salvador témoigne clairement de la rapacité et de la brutalité d'hommes qui considèrent que parvenir à un accord est signe de faiblesse et que l'assassinat et la torture sont des méthodes de routine acceptables pour faire face à la dissidence. L'incapacité de ceux qui décident de la politique étatsunienne à chercher une solution négociée au conflit salvadorien lié notre pays à une Camarilla d'assassins déguisés en armée.

La guerre est entrée dans une nouvelle phase quand la guérilla de gauche, irritée par le rejet de sa proposition de paix, a lancé sa plus grande offensive depuis le début de la guerre. Si les dirigeants révolutionnaires pensaient que cette impressionnante démonstration de force conduirait rapidement à une négociation, ils se sont trompés. Pour les militaires salvadoriens, les attaques des rebelles étaient un cadeau, une bonne occasion de liquider non seulement la guérilla mais aussi les prêtres, les organisations syndicales, les dirigeants paysans et des milliers de citoyens pauvres qui ont soutenu les changements.

(...) Le très professionnel ambassadeur des Etats-Unis au Salvador, William Walker, s'est trompé quand il a déclaré que quel que soit celui qui a assassiné les jésuites "il a travaillé pour le FMLN". Quel que soit celui qui a tué les prêtres, il a travaillé pour les escadrons de la mort militaires, ceux-là mêmes qui ont assassiné l'archevêque Oscar Romero, qui ont violé et assassiné quatre religieuses étatsuniennes et ont massacré des centaines d'autres prêtres, d'autres religieuses et de travailleurs laïcs.

(...) Dans l'esprit malade d'hommes comme l'ancien chef des escadrons de la mort Roberto d'Aubuisson, Cristiani est un homme de paille. Pendant sa campagne électorale, Arena avait un slogan révélateur: "Cristiani à la présidence, d'Aubuisson au pouvoir".

(...) Les dirigeants de notre nation n'ont jamais été crédibles quand ils voulaient nous convaincre que la sécurité des Etats-Unis tirait un bénéfice de ces massacres. Le président Bush a décrit les révolutionnaires salvadoriens comme des "terroristes" et le Gouvernement comme

"une démocratie". Il s'est trompé dans les deux cas.

Les révolutionnaires ont pris les armes après que les élites militaires et économiques du Salvador aient rejeté pendant plus d'un demi-siècle toutes les solutions pour un changement pacifique. Aucun observateur compétent n'a de doute sur le fait que la révolution salvadorienne un caractère autochtone, authentique et jouit d'un large appui populaire. (...) Les révolutionnaires ont fait des propositions sérieuses pour une solution négociée du conflit.

La réponse à leur plan de paix si bien pensé a été: "Le gouvernement salvadorien ne cèdera pas d'un pouce".

(...) Les guérilleros ne sont pas en train d'essayer de s'ouvrir à coups de feu le chemin du pouvoir. Ils sont en train d'essayer, à coups de feu, d'ouvrir le chemin de négociations sérieuses. Le gouvernement salvadorien ne survivrait pas un mois sans l'appui des Etats-Unis. Si l'administration Bush avait usé de son influence pour garantir des négociations honnêtes, les tragédies de ces dernières semaines n'auraient pas eu lieu.

ARENA NE VEUT PAS PARTIR

par Ricardo Pino Robles

Managua, 24 novembre (ANN). Le rejet par le gouvernement d'extrême-droite d'Alfredo Cristiani d'une solution politique négociée au conflit salvadorien s'explique par son refus d'abandonner le pouvoir.

Depuis que la guérilla a commencé la manoeuvre nationale appelée "*dehors les fascistes, Febe Elizabeth est vivante*", le 11 novembre dernier, le cadre politique a changé radicalement et on en est arrivé à une situation telle que, quelle que soit la solution négociée envisagée, elle passe obligatoirement par le départ d'A. Cristiani.

Mais ce dernier n'est qu'un symbole et sa chute entraînerait l'effondrement de tout l'appareil de pouvoir d'Arena. Dans ces conditions, le haut commandement des forces armées, malgré toute la puissance de guerre qu'il a encore, ne pourrait tenir longtemps dans ses tranchées et finirait lui aussi par succomber.

Aujourd'hui, à l'encerclement stratégique mis en oeuvre par le FMLN s'ajoute la pression de l'ONU, de l'OEA, du Groupe latino-américain des Huit, de la Communauté européenne, de la Croix-Rouge internationale, de L'URSS et d'autres pays.

Même le président du Costa Rica, Oscar Arias, a attaqué sur un point sur lequel on ne l'attendait peut-être pas, contribuant à resserrer la corde que l'extrême-droite s'est passée au cou.

Oscar Arias a en effet déclaré publiquement que la condition première à l'ouverture d'un espace politique au Salvador était l'arrestation et le châtement des responsables du lâche assassinat des six jésuites.

A. Cristiani, Arena et le haut commandement des forces armées ne comptent que sur le fragile appui de certains secteurs de l'armée et sur celui du gouvernement des Etats-Unis, pour le moment. L'armée voit diminuer ses munitions et son approvisionnement.

Jusque-là, il existe deux types de solutions négociées qui cherchent à se faire un chemin tout d'abord par la voie diplomatique "souterraine" avant de déboucher au grand jour sur la scène nationale et internationale. Une de ces solutions est avancée par Washington. Selon des sources non officielles, elle consisterait à former un gouvernement de salut national immédiatement après le départ de Cristiani et de tous les membres d'Arena qui sont au pouvoir et après la démission du haut commandement des forces armées.

Le FMLN serait exclu de ce nouveau gouvernement auquel par contre participerait un officier de haut rang, un chef d'entreprise, un représentant politique de droite qui ne soit pas militant d'Arena et un représentant de la gauche légale.

L'autre solution, avancée par l'UNTS, la plus importante centrale syndicale, envisage l'organisation d'une junte de salut national mais avec la participation du FMLN.

Cristiani, Arena et le haut commandement se savent perdus, de l'avis des observateurs. Mais ils n'ont pas renoncé à l'idée d'infliger une grande défaite militaire à la guérilla afin de changer le rapport de force et de se maintenir au pouvoir.

CRISTIANI FAIT RESONNER SES TAMBOURS DE GUERRE EN AMERIQUE CENTRALE

par Ricardo Pino Robles

Managua, 27 novembre (ANN). Le président Cristiani a annoncé dimanche que le Salvador suspendait ses relations avec le Nicaragua et n'assisterait pas au prochain sommet des présidents centraméricains. Cette décision est interprétée par les milieux politiques de la région comme une tentative de généralisation du conflit. Elle est intervenue peu après la rupture des négociations de paix par la Contra au siège de l'ONU et le rejet du cessez-le-feu proposé par le FMLN.

Selon plusieurs analyses convergentes, Cristiani cherche désespérément à justifier la continuation du conflit armé au risque d'étendre la guerre au-delà des frontières sal-

vadoriennes, à seule fin d'essayer de se maintenir au pouvoir.

L'accusation de fournir des armes au FMLN portée par Cristiani contre le gouvernement nicaraguayen semble périlleuse quand le Nicaragua s'est prononcé publiquement pour une solution négociée. C'est cet argument qui a été mis en avant par le gouvernement salvadorien pour suspendre les relations avec le Nicaragua, mais le prétexte est faible: Quelques heures auparavant, le président du Guatemala, Vinicio Cerezo, avait accusé Arena de livrer des armes à l'extrême-droite guatémaltèque pour préparer le renversement de son gouvernement. On se rappelle également de la capture, en octobre 86, du soldat étatsunien Eugene Hasenfus, dont l'avion avait été abattu au Nicaragua alors qu'il livrait des armes à la Contra. Hasenfus avait déclaré et prouvé que son avion avait décollé de l'aéroport militaire d'Ilipango, au Salvador, où était installée une base opérationnelle de la CIA pour appuyer la Contra. Il y a donc des antécédents aux menées de l'armée salvadorienne visant à généraliser le conflit en Amérique centrale.

La guérilla guatémaltèque, de son côté, a réagi à la demande d'aide adressée à l'armée guatémaltèque par Cristiani et le haut commandement des forces armées. L'armée guatémaltèque a déjà envoyé deux compagnies de troupes spéciales "Kaibiles", entraînées par les Israéliens.

L'unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), qui cherche elle-même une solution négociée dans son propre pays, a augmenté dans les dernières heures l'intensité de ses actions militaires en forme de solidarité avec le FMLN.

Selon certains experts, ces actions de la guérilla au Guatemala pourraient neutraliser une éventuelle tentative des militaires guatémaltèques pour envoyer d'importants contingents ou faire parvenir de grosses livraisons d'armes à l'armée salvadorienne.

Pour l'instant, le dirigeant d'Arena, Roberto d'Aubuisson n'a pas répondu aux accusations du président guatémaltèque sur sa participation à l'organisation du renversement de son gouvernement.

Mais l'aspect crucial des accusations de Cristiani contre le Nicaragua est qu'elles peuvent être agitées comme un prétexte à la demande d'une intervention plus importante de l'armée des Etats-Unis.

Ce qui est clair aujourd'hui, c'est que la position de Cristiani et celle de la Contra signifie peut-être la mort des accords de paix de Tela, dont l'exécution devait être évaluée au cours du prochain sommet centraméricain, les 8 et 9 décembre prochains à Managua. Ces accords prévoyaient la démobilisation de la Contra avant le 5 décembre et l'instauration d'un dialogue entre le gouvernement salvadorien et le FMLN en vue d'une solution négociée.

Après deux réunions en septembre et en octobre, la guérilla avait dénoncé le peu de volonté de Cristiani pour parvenir à une négociation réelle. Selon le FMLN, l'objectif du gouvernement était de gagner du temps pendant qu'il préparait une offensive militaire et cherchait à décapiter le mouvement populaire en éliminant physiquement ses dirigeants ainsi que les intellectuels progressistes.

La troisième réunion entre la guérilla et le Gouvernement, prévue les 20 et 21 novembre, a été suspendue par le FMLN à la suite de l'attentat contre le siège de la Fédération nationale syndicale des travailleurs salvadoriens (Fenestras) le 31 octobre, le massacre, unanimement condamné, avait coûté la vie à dix dirigeants syndicaux et avait fait trente blessés. L'ensemble des organisations sociales, religieuses et politiques du Salvador avaient accusé le Gouvernement, le haut commandement des forces armées et Arena.

Dans ces conditions, il ne pouvait y avoir de dialogue pour une paix négociée et le 11 novembre, le FMLN a lancé son offensive nationale, dans le but de changer le rapport de forces et de favoriser une rapide solution du conflit.

Mais, depuis le début, Cristiani refuse d'accorder une trêve, pas même de trois heures, comme l'a demandé la Croix-Rouge internationale, afin d'évacuer les civils blessés et la population hors des zones de combat. Il a répondu par des bombardements aériens massifs, au mépris de la population civile qui ne peut se protéger du napalm, du phosphore blanc et des bombes de 325 kilos. Il a déclenché une répression indiscriminée contre le mouvement populaire et contre tous ceux qui défendent une idéologie différente des options fascistes d'Arena. Cette persécution a prouvé sa justification légale le 24 novembre avec le vote à l'assemblée de la loi anti-terroriste. Le parti démocrate-chrétien (PDC) et le parti de conciliation nationale (PCN) ont abandonné la session et rejeté cette loi qui, selon eux, signifie "un état de siège permanent" et l'instauration d'une dictature.

C'est dans ce contexte que Cristiani parie sur la solution militaire, non seulement pour le conflit salvadorien mais aussi pour l'ensemble de la région où il a décidé, depuis le dimanche 26, de faire résonner ses tambours de guerre.

LA CRUAUTE EXTREME

Managua, 20 novembre (ANN). Le père César Jérez, recteur de l'université centraméricaine de Managua, s'est rendu au Salvador après l'assassinat le jeudi 16 novembre d'un groupe de jésuites de l'université centraméricaine de San Salvador, parmi lesquels le recteur Ignacio Ellacuria. A son retour, il a été interrogé par un journaliste de la télévision.

Question: Vous vous êtes rendu à l'université centraméricaine de San Salvador. Pouvez-vous nous donner quelques détails sur l'assassinat des six jésuites?

C. Jérez: Nous sommes allés à leur enterrement. Nous avons été très frappés par la cruauté, la cruauté extrême avec laquelle nos collègues ont été tués. Je dirais même qu'il s'agit des sévices.

D'après tous les indices, à minuit et demie environ, un groupe de 20 à 30 hommes en uniformes est entré dans le campus. Ils ont d'abord mitraillé le centre Monseigneur Romero, où beaucoup de choses ont brûlé.

Alertés par les coups de feu, les prêtres sont sortis dans le patio, où les hommes en uniformes sont arrivés à leur tour et les ont fusillés. Ils leur ont tiré le coup de grâce dans la nuque puis les ont mitraillés à la tête.

A trois d'entre eux ils ont extrait le cerveau et l'ont laissé à côté des cadavres. Trois prêtres ont alors été traînés vers des chambres, des chambres qui n'étaient pas les leurs et où il n'y avait pas d'impact de balles. Par contre, il y avait des impacts dans la chambre de la femme de ménage et c'est la quelle qui a été assassinée avec sa fille.

Q: Que pouvez-vous dire au sujet des produits qui ont été utilisés? Ont-ils utilisé du phosphore blanc?

C. J.: Dans le centre Monseigneur Romero, nous avons vu les appareils complètement détruits. Les ordinateurs étaient réduits à rien comme s'ils avaient été en papier, tout comme les machines à écrire. Leurs rideaux avaient disparus. Nous avons vu une photo encadrée de Monseigneur Romero dont le verre avait complètement fondu. D'après les experts, cela signifie qu'ils ont utilisé des lance-flammes ou du phosphore blanc, ou quelque chose de ce genre qui détruit de cette façon-la.

Dans la résidence des jésuites, il n'y a aucune trace de ce type. On trouve par contre des impacts de balles et de sang.

Q: Pensez-vous qu'il y a des doutes quant aux auteurs de ce crime?

C. J.: A mon avis il n'y en a pas. L'archevêque de San Salvador, qui est très mesuré dans ses propos, a dit textuellement: "Il y a des indices très sérieux qui montrent que

les forces de la sûreté de l'état sont impliquées dans cette affaire".

Le provincial des jésuites a exigé que l'enquête soit menée jusqu'au bout. Il a dit également au gouvernement Salvadorien, avec beaucoup de respect, que si ces recherches ne sont pas faites, les jésuites feront leur propre déclaration à partir des indices dont ils disposent.

Q: Qu'est-ce qu'on a entrepris ici à Nicaragua par rapport à cet événement?

C. J.: Il y a eu des activités ici, à Managua, concernant cet événement. Il faut rappeler que deux de ces prêtres ont vécu plusieurs années ici et trois sont souvent venus au Nicaragua. Le jour même de l'assassinat nous avons fait une cérémonie religieuse qui a réuni beaucoup de monde et nous nous apprêtons à célébrer la messe des neuf jours.

Elections

"FLASH ELECTIONS"

Managua, 27 novembre (ANN). Mardi 21 novembre, la candidate de l'UNO Violeta Barrios Chamorro, de retour de sa tournée en Europe, a décidé de nommer Alfredo César comme son premier conseiller, ce qui a provoqué un sérieux affrontement au sein de l'UNO.

En effet elle bafoue le conseil politique de la coalition qui a expulsé A. César de la direction de sa campagne suite à la publication de sa lettre compromettante à Enrique Bermudez (voir bulletin no 180). Plusieurs membres de ce conseil ont exprimé avec véhémence leur mécontentement à ce sujet.

Les informations continuent à affluer concernant le passé somoziste de plusieurs candidats de l'UNO ainsi que la vague de démission des postulants à divers postes de députés et de conseillers municipaux. Tout cela a provoqué des conflits au sein du PLI. Dans la région de Boaco les dissensions ont été très fortes cette semaine.

La campagne du FSLN continue avec des visites de Daniel Ortega, Sergio Ramirez accompagnés par les candidats de chaque région.

Cette semaine c'est dans la zone pacifique (Leon, Managua, Corinto, Chinandega) où se sont déroulées des manifestations enthousiastes de soutien aux candidats, sous la consigne: Pour un avenir meilleur.

LE PROGRAMME "ELECTIONS 90" A LA TELEVISION

par Marie-Odette Collin

Managua, 24 novembre (ANN). Depuis déjà trois semaines, la télévision nicaraguayenne propose une nouvelle émission permettant aux différents partis et coalitions qui se présentent aux élections de 1990 d'exposer leurs points de vue et aux journalistes du pays et de l'étranger de poser leurs questions.

Conformément à la loi électorale, depuis le début de la campagne les différents partis disposent chaque soir de dix minutes de temps de parole sur la deuxième chaîne. Mais comme celle-ci ne couvre pas tout le territoire, le gouvernement a répondu au désir exprimé par plusieurs forces politiques auprès du conseil électoral suprême en organisant des tables rondes animées par le directeur de la télévision et où participent la presse nationale et internationale.

Le Président de la république, qui a inauguré ce nouveau programme en présence des observateurs de l'ONU et de l'OEA, a souligné à quel point cette mesure constituait une marque d'ouverture et une nouveauté dans la région. Ce soir-là, la coalition de droite UNO avait été invitée mais n'était pas présente. Pour son candidat à la vice-présidence, Virgilio Godoy, il s'agissait là "d'une aumône". Cependant, le 20 novembre, il a participé au débat pour la première fois pour fustiger le gouvernement et déplorer "le manque de liberté d'expression".

C'est par un tirage au sort organisé par la télévision, le conseil électoral suprême et le conseil des partis que sont choisies les dates de passage des différentes forces politiques qui sont libres d'envoyer un candidat à la présidentielle, aux législatives ou aux municipales.

Les syndicats de journalistes, le club international de la presse et l'école de journalisme ont été invités de leur côté à envoyer des représentants. Ce programme est diffusé sur la chaîne qui a la plus large couverture géographique et à l'heure de plus grande écoute, juste avant le feuilleton télévisé du soir.

Les partis ont salué cette initiative avec enthousiasme et ont saisi l'occasion pour critiquer le FSLN et présenter leurs plates-formes. Plusieurs candidats à la présidence ne sont pas encore passés, entre autres Daniel Ortega et Violeta Barrios Chamorro.

Cette émission a beaucoup de succès car la confrontation devient ainsi plus intéressante pour le public, à cause des questions parfois embarrassantes que ne manquent pas de poser les journalistes. Les candidats ne sont pas trop pressés par le temps pour argumenter, chaque parti disposant d'une demi-heure.

LA CONTRA OUVRE LE FEU

par Ricardo Pino Robles

Managua, 24 novembre (ANN). Les forces contre-révolutionnaires stationnées au Honduras ont recommencé à s'infiltrer de façon importante sur le territoire nicaraguayen et ont ouvert le feu après avoir rompu les conversations de paix qui avaient lieu à Washington.

De source militaire, on a su qu'un important groupe de Contras est entré au Nicaragua en franchissant la frontière au nord de Wamblan (région VI). L'armée ayant détecté leur mouvement, il y a eu des combats au cours desquels les Contras ont utilisé des missiles sol-air contre les hélicoptères des forces aériennes nicaraguayennes, sans pour autant atteindre leur cible. Les mercenaires, selon un officier nicaraguayen, sont très bien équipés car ils ont reçu l'aide "humanitaire" que leur ont accordée les Etats-Unis.

Bien que le secrétaire général des Nations-Unies, Javier Perez de Cuellar et George Bush lui-même aient appelé la Contra à poursuivre les conversations de paix avec le Nicaragua comme le stipulent les accords de Tela, celle-ci a choisi de continuer les hostilités.

Après la décision prise en août par les Présidents centra-méricains de démobiliser les forces contrerévolutionnaires avant le 5 décembre prochain, des conversations avaient commencé le 9 novembre au siège des Nations-Unies. Le gouvernement nicaraguayen, la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV), un représentant du Honduras, un des Etats-Unis et des chefs de la Contra, entre autres Enrique Bermudez, y ont abordé le plan d'exécution des accords de Tela.

Après avoir fait traîner les choses en longueur en adoptant des positions intransigeantes, la Contra a finalement décidé de se retirer le mardi 21 novembre et de continuer l'agression. Pourtant, alors que les mercenaires restaient sur leurs positions de toujours, le Nicaragua quant à lui avait assoupli en cours de route sa proposition originale. Il s'était montré disposé à accorder un cessez-le-feu si les Contras qui se sont récemment infiltrés au Nicaragua se retiraient dans leur bases honduriennes. "Cette proposition est tout à fait raisonnable", a déclaré le vice-ministre des relations extérieures, Victor Tinoco, qui représentait le Nicaragua, "puisque nous avons interrompu le cessez-le-feu pour deux raisons: Tout d'abord à cause de la recrudescence des actions de la Contra contre la population civile et les réservistes, ensuite à cause de l'infiltration d'environ 2.300 mercenaires sur notre territoire au cours de ces dernières semaines". Le Nicaragua avait même proposé de demander au conseil suprême électoral de permettre l'inscription des Contras sur les listes électorales si ceux-ci se démobilisaient à la date prévue, le 5 décembre.

La situation devient dangereuse pour le gouvernement hondurien puisque les mercenaires représentent une force de 12.000 hommes en armes. On estime à 5.000 le nombre de ceux qui se trouvent en territoire nicaraguayen. Daniel Ortega a signalé le danger que représente pour la navigation aérienne civile le fait que la Contra possède des armes anti-aériennes très puissantes.

On sait que les mercenaires font commerce des armes fournies par les Etats-Unis et qu'ils en ont même vendues au FMLN. Des observateurs n'écartent pas l'hypothèse que la guérilla salvadorienne ait en sa possession des missiles sol-air.

Deux jours avant la rupture des conversations, le président Ortega avait déclaré que la Contra était en train d'échapper au contrôle de Washington et commençait à agir pour son propre compte. Aujourd'hui, si elle n'accepte pas la décision souveraine des Présidents centraméricains, il n'y a pas d'autre solution pour ces derniers que la coercition pour faire respecter leur volonté politique et mettre fin aux crimes et aux atrocités.

LA CHUTE DU MUR DE BERLIN: UN BRUIT INSIGNIFIANT

repris de *Prensa Latina*

Mexico, 23 novembre (ANN/Prensa Latina). La chute du mur de Berlin apparaîtra comme un bruit insignifiant quand on la comparera au fracas retentissant de la chute de l'énorme mur qui sépare le nord et le sud. C'est le présage lancé par Tomas Borge, ministre de l'intérieur du Nicaragua, à l'occasion de la présentation de son livre, "la patiente impatience", au musée des beaux-arts de Mexico. Dans un discours appelé "les murailles de Jéricho tomberont à nouveau", il s'est exprimé sur les changements survenus dans le monde et sur l'avenir de l'humanité.

Le commandant Borge a jugé répugnant et irresponsable le triomphalisme de ceux qui se réjouissent aujourd'hui pour chacun des petits morceaux de béton pulvérisé en Allemagne en pensant qu'il s'agit là d'un recul des idées révolutionnaires. Pour beaucoup de gens, a-t-il dit, la chute du mur de Berlin signifie le triomphe du libéralisme pour les siècles des siècles, la fin de l'histoire, l'ultime pas de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale comme forme définitive de gouvernement dans le monde. Mais, a-t-il averti, les millions d'excursionnistes d'Allemagne orientale attirés par le magnétisme de la consommation, en plein rêve, n'ont pas encore vu les caves où se réfugient les misérables.

Il faudra se rappeler cette poussière du mur de Berlin

quand s'effondrera la muraille dressée entre le nord et le sud, élevée sur un amoncellement de squelettes, de billets de banque et d'arrogances, construites avec la sueur et le sang de nos parcelles appauvries du Tiers-Monde. L'écrivain et dirigeant sandiniste a lancé une mise en garde contre le danger d'amnésie : "La faim parle et elle votera, aujourd'hui ce sont les assauts de supermarchés, les barricades et les tranchées, demain ce sera une tempête qui détruira plus que des murs de ciment et de fer". T. Borge a réaffirmé la vigueur de la pensée révolutionnaire, la confiance dans le triomphe d'une nouvelle éthique et du bonheur. "Rien ni personne ne nous arrachera cette foi".

TERRORISME ET PROPAGANDE POLITIQUE: DES ANCIENS CONTRAS RACONTENT

par David Gutierrez, repris de *Barricada*

Managua, novembre (ANN/Barricada). Certains Contras ont profité de la loi d'amnistie pour rendre leurs armes et se réintégrer à la vie civique. Quelques uns d'entre eux ont raconté aux journalistes leurs activités dans les rangs mercenaires durant ces derniers mois, pendant lesquels le travail "politique et psychologique" en faveur de l'UNO s'est allié sur le terrain au travail militaire proprement dit, qui consiste à détruire, tuer, séquestrer et semer la terreur.

400 nicaraguayens ont été séquestrés et emmenés au Honduras par la Contra durant la période du cessez-le-feu.

Des dizaines de paysannes ont été violées et beaucoup d'autres assassinées sur les ordres de Johnny, le "boucher" de la région V (la région du Chontales, au centre du pays). Orlando Barrera, natif de Jinotega et connu dans les files de la Contra comme "Chileno", chef du groupe "Masaya", a aujourd'hui rendu les armes et raconté pour la première fois son histoire.

Il a 22 ans et en a passé 6 dans la Contra, où il a dirigé 280 hommes. "Je ne vois pas d'avenir à cette guerre" affirme-t-il. Lui qui, avec ses hommes, a ravagé la région de Cano Garcia, Los Limones, La Concha et El Pital, d'où il a enlevé 400 personnes sur ordre du commandement stratégique situé à Yamales, au Honduras.

L'infiltration de petits groupes de cinq Contras en territoire nicaraguayen fait partie du nouveau plan établi à Washington, destiné à préparer des attaques, organiser la propagande et semer la terreur parmi les paysans afin qu'ils votent pour la coalition de droite aux prochaines élections.

Les ordres sont également d'assister à toutes les réunions et manifestations de l'UNO en appui à Violeta

Chamorro et Virgilio Godoy. Beaucoup de Contras se sont rendus dans les bureaux d'inscription, vêtus en civil, afin de s'inscrire et d'observer l'ambiance, avec parfois la mission d'identifier les représentants du FSLN dans les bureaux.

Carlos Martinez Espinoza, dit "Kalin", âgé de 22 ans et originaire du département de Boaco, s'est vu confié, grâce à son niveau d'études secondaires, la responsabilité des opérations psychologiques. Comme la majorité de ceux qui ont déposé leurs armes, il prétend avoir été séquestré par la Contra, dans laquelle il a passé 6 ans.

Maintenant qu'ils ont quitté les files mercenaires, "Chileno" et "Kalin" parlent de contradictions avec le haut-commandement, et principalement avec Johnny, de son vrai nom Carlos Galeano Cornejo, frère de "Franklin" ou Israel Galeano, membre de l'état-major de la Contra. Tous aujourd'hui, s'entendent à condamner Johnny, l'accusant de multiples viols et du vol de l'argent destiné à payer les commandos. Selon leurs dires, "Chileno" recevait 600 Lempiras mensuels (le Lempira équivaut environ à 2 francs français) et "Kalin" seulement 100, les simples soldats, eux, ne touchaient rien.

Beaucoup des séquestrés ont été assassinés en chemin et ceux qui ont atteint Yamales ont suivi un entraînement d'un mois, ont reçu des armes et ont été renvoyés au Nicaragua.

L'ancien chef de commando Francisco Picado Espinoza, raconte avec force détails l'enlèvement de 125 civils, emmenés à Yamales, les vols de bétail sur le chemin, les opérations psychologiques au cours desquelles les Contras établissent le contact avec les paysans, parlant avec eux de la situation économique, politique et les incitant à se joindre à la campagne de l'UNO.

La démobilisation de la Contra prévue par les accords de Tela n'a jamais été transmise aux responsables de commandos, qui ont reçu la consigne de ne rendre les armes que quand l'UNO aurait gagné. On continue à les bercer du discours habituel selon lequel les Etats-Unis les soutiennent et ne les lâcheront jamais jusqu'à ce qu'ils soient au pouvoir.

"Chileno" affirme que le haut-commandement dirigé par Enrique Bermudez leur a fait savoir que si l'UNO ne gagnait pas les élections, la guerre continuerait avec l'appui des Etats-Unis.

LE PARTI UNIONISTE CENTRAMERICAIN EN CAMPAGNE

Une entrevue avec Blanca Rojas, reprise de *Barricada*

Managua, novembre (ANN/Barricada). Le parti unioniste centraméricain (PUCA) est un des plus anciens partis nicaraguayens.

Il a été légalisé sous sa forme actuelle en 1984 mais il date de 1904. Blanca Rojas en est la secrétaire générale et la candidate aux prochaines élections présidentielles. Lorsque le PUCA s'est retiré de ce qui allait devenir l'Union nationale d'opposition (UNO), son leader d'alors, Alejandro Perez Arevalo, s'est maintenu dans la coalition de droite, formant son propre parti, le parti d'intégration d'Amérique centrale (PIAC) qui n'a pas de personnalité juridique.

L'objectif et la raison d'être du PUCA est la réunification de l'Amérique centrale, mais sa dirigeante insiste sur le fait que son parti propose également des réponses aux problèmes immédiats du pays.

B. Rojas a vécu en exil jusqu'en 1984. Elle cite parfois l'oeuvre de Salvador Mendieta, fondateur du PUCA mort en 1944. Un passage de ses écrits lui plaît particulièrement, celui dans lequel Mendieta parle de la famille Chamorro comme de "parasites aquatiques qui vivent en concubinage avec la baleine des Etats-Unis".

Le PUCA est généralement considéré comme un parti du centre. B. Rojas le qualifie de "nationaliste, anti-interventionniste, patriotique et révolutionnaire".

Barricada: Sur quoi se fonde le parti unioniste?

B. Rojas: Le parti se fonde sur l'identité ethnique, linguistique et anthropologique des civilisations indigènes. Nous pensons que nos ancêtres ont été maîtres d'une civilisation prestigieuse qui a beaucoup apporté au monde occidental. Les Mayas étaient des mathématiciens, des architectes, il nous ont laissé une foule de richesses qui, alliées à l'apport de la pensée moderne peuvent constituer une réponse à notre réalité.

Nous voudrions qu'en Amérique centrale, il n'y ait qu'une monnaie, nous appuyons l'idée de parlement centraméricain auquel les Présidents de la région sont en train de souscrire. Nous sommes conscients du désastre de la situation économique et de ses causes internes et externes, ces dernières étant la guerre, l'inflation mondiale, la dette extérieure. Mais nous savons aussi que l'économie nationale est mal planifiée.

Barricada: N'y a-t-il pas des thèmes plus urgents que l'unification centraméricaine? Votre programme aborde-t-il d'autres aspects?

B. R.: Nous sommes opposés au système national des salaires (SNOTS), qui a indiscutablement un caractère totalitaire, nous sommes opposés au code du travail, tellement injuste depuis Somoza, nous sommes contre la cherté de la vie. Nous demandons que le pouvoir judiciaire soit suffisamment indépendant du pouvoir exécutif.

Nous sommes séparatistes et unionistes, dans la mesure où nous voulons nous séparer de ceux qui vont à l'encontre de nos intérêts nationaux. Nous sommes nationalistes, anti-interventionnistes, d'où que vienne l'intervention, nous sommes patriotes et révolutionnaires.

Barricada: Jusque-là le PUCA a eu peu d'audience dans le pays.

B. R.: Celui qui a l'argent commande, non? Nous ne comptons sur aucun moyen de publicité, d'information. Nous avons seulement le désir d'apporter des solutions à ce pays d'Amérique latine.

Barricada: Comment est financée votre campagne?

B. R.: Nous survivons de ce que nous donne le conseil suprême électoral.

Barricada: N'avez-vous pas d'autres ressources?

B. R.: Nos militants nous appuient en donnant ce qu'ils peuvent.

Barricada: Et l'aide étrangère?

B. R.: Nous cherchons, mais si nous recevons de l'argent, nous devons donner quelque chose en échange et nous ne voulons pas perdre notre indépendance.

Barricada: Que pensez-vous des 9 millions d'aide approuvés par le congrès des Etats-Unis pour un secteur de l'opposition?

B. R.: Nous condamnons cette aide, nous condamnons l'ingérence des Etats-Unis.

Barricada: Pensez-vous qu'il aurait été meilleur de ne pas réformer la loi électorale?

B. R.: C'est une erreur du front sandiniste. Pourquoi a-t-il ouvert la porte à tout cela?

Barricada: Pourquoi avez-vous signé l'accord de dialogue national.

B. R.: Nous l'avons signé parce qu'il était politiquement nécessaire, comme aujourd'hui nous sommes d'accord pour un dialogue avec la Contra, mais nous sommes contre le retour de la garde. C'est une honte de savoir que

des gardes qui hier ont assassiné le peuple occupent aujourd'hui la scène politique. Après la Seconde Guerre mondiale, on a jugé les criminels de guerre. Les gardes sont des criminels de guerre et ils sont en liberté.

Barricada: N'avez-vous jamais été militante d'un autre parti politique?

B. R.: Non, ni même du front. Je suis sandiniste, parce que selon nous, Sandino est notre grand homme.

Barricada: N'avez-vous pas peur que le PUCA disparaisse s'il n'a pas suffisamment de votes?

B. R.: Non, parce que nous allons en gagner.

"MANAGUA VERS LE HAUT, VERS LE BAS, VERS LE LAC ET VERS LA MONTAGNE"

par Raquel Fernandez

Managua, (ANN). Managua est une ville pour initiés. Le néophyte qui s'aventure sans guide expérimenté par ses avenues et ses routes, ses rues et ses chemins, ses raccourcis et ses détours, prend le risque de perdre sa direction et sa patience.

Cette ville, déjà orpheline de tant de choses, manque également d'adresses, en tout cas dans le sens classique du terme. Dans n'importe quelle ville du monde, pour donner une adresse, on indique la rue et le numéro et à partir de ces données, on peut s'orienter.

De plus, on peut la plupart du temps se référer à un plan délivré par quelque institution spécialisée.

A Managua, rien de tout ça. Ici, les adresses comportent l'indication d'un lieu précis, transformé en point de repère par l'usage commun et à partir de là, ce sont quelques pâtés de maison "vers le haut", "vers le bas", "vers le lac" ou "vers la montagne". Par exemple, l'adresse de l'ami que vous souhaitez visiter peut être "du flamboyant de San Judas, trois pâtés de maison vers le haut, deux vers le lac et un demi vers le bas". Et si vous ne savez pas de quel flamboyant il s'agit, vous chercherez longtemps votre ami...

Des plans de Managua, il en existe, élaborées par l'institut nicaraguayen du tourisme, mais pour cette ville si peu conventionnelle, les plans ont malheureusement été conçus selon des critères conventionnels. Aucune de leurs éditions successive n'a spécifié le sens des termes "vers le haut", "vers le bas", et "vers la montagne". "Vers le lac", par contre, se passe d'explication.

Dans le même esprit, ces plans signalent des centaines de points d'un supposé intérêt pour l'usager, tels qu'édifices officiels, théâtres, cinés, musées, lieux de divertissement, etc. Mais pour aucun d'entre eux on a pensé à situer les indispensables repères pour y accéder, comme "l'arrêt de bus Los Cocos", "le glacier de bel horizon" ou "les feux rouges de la Tenderi".

"VERS LE HAUT" ET "VERS LE BAS"

Managua s'étend sur les douces collines de ce qui fut un jour un immense lac, le Xolotlan et dont il ne reste aujourd'hui que l'ombre, ceux qui arrivent pour la première fois et entendent parler de "haut" et de "bas" pourraient être tentés de croire que ces termes désignent la partie haute de la ville, vers le sud et sa partie basse, vers les rives du lac, au nord. Mais il n'en est rien. Le "haut" est une expression de la castille ancienne, en Espagne, tombée en désuétude là-bas mais qui a toujours cours ici. Elle désigne le point d'où se lève le soleil, l'est. De la même manière, le "bas" désigne l'endroit où il se couche, l'ouest. Un autre moyen commode de se retrouver entre "haut" et "bas" peut-être l'aéroport, d'où l'on s'envole, situé dans la ville "haute" et le cimetière, où l'on descend vers le grand sommeil, dans la ville "basse". Les habitants de Managua ont introduit cette terminologie jusque dans leur foyer. Dans cette ville où il existe si peu de maisons à étages, il est courant d'entendre parler du "haut" de la maison, qui désigne sa façade est et non un étage inexistant, et de son "bas", c'est à dire sa façade ouest.

Malgré tout cela, il n'est pas impossible de circuler dans Managua. Le lac est assez grand pour être visible de presque partout, dans cette ville où le nombre d'immeubles élevés ne doit pas dépasser la dizaine. Une fois que l'on a compris que le lac est au nord, on peut déduire le reste. Mais il peut arriver que le lac ne soit pas à portée de vue. Sucez-vous alors un doigt et tendez-le en l'air quelques secondes. Ici, le vent souffle presque toujours de l'ouest. Mais ces jours-là, il n'y a aucun risque de se perdre car il pleut tellement que personne ne se lance à la découverte de ce coin d'Amérique.

OU "EST" ET OU "ETAIT"

Mais toute cette science ne suffit pour se déplacer comme un vieil habitant de Managua. Pour cela, il faut savoir avec précision où se trouvent les divers et souvent discrets points de repère. Ce ne sont pas des statues, des édifices grandioses ou des lieux notoires, mais de modestes endroits qui, pour des raisons qui échappent à toute logique, sont devenus points de signalisation pour ceux qui connaissent bien la ville ou qui ont une vue d'aigle. On peut, par exemple, chercher comme point de départ d'une adresse les feux rouges de la clinique Santa Maria, ce qui demande tout d'abord de localiser cette clinique, qui n'est en rien une grande installation sanitaire mais un minuscule centre de consultations, signalé par une petite pancarte aux lettres effacées. Ou bien, autres cas de figu-

re, votre point de départ peut être "le Malinche de la Centroamérica". Avant de se lancer à la recherche des ruelles "vers le haut" et "vers le bas", il vous faut tout d'abord localiser la Centroamérica, puis connaître cette espèce d'arbres et enfin savoir de quel Malinche de la Centroamérica il s'agit.

Mais là où les choses se compliquent jusqu'à l'impraticable, c'est quand les adresses partent de quelque chose qui "était" mais qui n'est plus. Tremblements de terre, guerres et autres avatars ont changée la face des choses et ont fait disparaître nombre de points de repère. Le problème est que l'on continue à les utiliser comme tels, se contentant d'ajouter à l'adresse "de là où était le petit arbre"...

Pour l'habitant de vieille souche, ce n'est pas toujours évident de savoir où étaient les choses avant d'être balayées. Pour le fraîchement débarqué, c'est impossible. Par exemple, beaucoup d'adresses dans la partie basse de la ville commencent par "de là où était le petit arbre...". On raconte que ce petit arbre ornait un carrefour mas il a disparu depuis longtemps, victime des embarquées des voitures.

Pourtant à Managua, tout le monde se déplace, énormément même, et chacun finit par arriver. Il faut compter sur la solidarité et la sociabilité des passants, toujours prêts à s'attrouper pour aider l'égaré, en l'accablant d'explications et de conseils la plupart du temps contradictoires...

AERONICA VOLERA VERS L'EUROPE

Managua, 22 novembre (ANN). En 1990, le Nicaragua sera relié pour la première fois à l'Europe par la ligne aérienne de la compagnie Aeronica Managua-Saint-Domingue-Madrid.

De plus, les lignes vers le nord et le sud du continent seront développées avec, à partir de décembre, une ligne quotidienne Managua-Panama-Toronto, au Canada.

Le projet présenté cette semaine à l'occasion du congrès national du tourisme prévoit une modernisation de l'aéroport Augusto César Sandino et l'acquisition d'un avion soviétique *Tupolev 154* pour renforcer la flotte aérienne.

Ces décisions s'intègrent à un vaste programme de développement du tourisme et des échanges économiques et culturels avec les pays étrangers.

BUDGET 1990:

PRIORITE A LA SANTE ET A L'EDUCATION

Managua, 22 novembre (ANN). Le ministre nicaraguayen des finances William Huppert, a présenté ce mardi devant l'Assemblée nationale le budget de l'état pour l'année à venir: Celui-ci prévoit une réduction de 50 % (chiffre de 89) à 35,1 % du budget de la défense et une augmentation à 31,8 % de la part revenant aux programmes sociaux.

Les mesures d'ajustement introduites en février dernier ont permis de juguler l'inflation et d'amorcer une relance des exportations. L'entrée de devises permettra de financer les programmes sociaux qui se sont vus affectés et bloqués par le reflux économique, au détriment de nombreux foyers populaires.

L'objectif déclaré du nouveau budget est de continuer à réduire l'inflation tout en élevant le niveau de vie de la population. La réduction des dépenses militaires permettra entre autre de financer la création de près de 2 000 postes dans la santé, l'amélioration de la couverture médicale dans les régions touchées par la guerre, la création de 500 postes dans l'éducation, un programme de lutte contre l'analphabétisme et d'attribution de bourses d'études.

Si 1989 a été l'année des restrictions nécessaires pour stabiliser l'économie, 1990 s'annonce comme une année de transition vers une croissance stable.

"LE PROGRAMME D'AJUSTEMENT CONTINUE AVEC UNE NOUVELLE DEVALUATION"

par Ricardo Pino Robles

Managua, 24 novembre (ANN). Vendredi 24, le gouvernement a décrété une nouvelle dévaluation de la monnaie, la 31^{ème} de l'année, et a fixé le taux de change officiel à 30 000 cordobas pour un dollar, alors qu'il était jusque là à 28 600. Il s'agit là d'une dévaluation de 4,8 %, la plus forte depuis quatre mois.

Dans le cadre du programme d'ajustement qu'il applique depuis le début de l'année, le Gouvernement procède à des dévaluations périodiques du taux de change officiel, afin de maintenir la rentabilité des exportations et de stimuler la production pour l'exportation.

Sur le marché parallèle, le dollar est à 42 000 cordobas à l'achat et 43 000 à la vente, depuis la semaine dernière la libération des taux de change parallèles a pour effet que ce marché suit les règles de l'offre et de la demande. Etant donné qu'il y a une diminution de la masse monétaire, on estime que le prix du dollar au marché noir ne dépasse pas celui des maisons de change.

L'ajustement auquel procède le gouvernement est parvenu à contenir la terrible spirale inflationniste dont avait souffert l'économie du Nicaragua l'année dernière, où l'inflation mensuelle en novembre et décembre dépassait le chiffre en 100 % d'après les chiffres du secrétariat du plan et du budget, l'année 1988 s'était achevée avec une inflation accumulée de plus de 34'000 %. Entre janvier et juin de cette année, le rythme mensuel de l'inflation s'est maintenu à plus de 10 % et, de juin au septembre, il a baissé à moins de 10 %. Cependant en octobre il a remonté à 10,2%. Le ministre du plan et du budget, Alejandro Martinez a estimé que cette année, le rythme mensuel de l'inflation de novembre à décembre sera très différent de celui d'octobre.

Une des principales faiblesses du programme d'ajustement réside dans le manque de soutien économique spécial, alors que le pays a un déficit financier d'environ 250 millions de dollars, équivalent au montant des revenus des exportations de l'année dernière.

Malgré cette situation, le président Daniel Ortega a décidé de mener à bien le programme d'ajustement et il a lancé en même temps une offensive diplomatique et économique pour obtenir des ressources financières de l'extérieur, qui n'a porté ses fruits que vers la fin de l'année. Suite à sa visite du mois d'octobre dans les pays du Golfe Persique et en Libye, le Nicaragua a pu obtenir des devises pour boucler l'année sans déséquilibre trop grave et contenir l'inflation. C'est ce qu'a annoncé le vice-président de la république, Sergio Ramirez, qui est resté réservé quant au montant des fonds obtenus et au montant fourni par chaque pays. En plus de la Lybie, le Qatar, le Koweït et le Barhein collaborent maintenant avec le Nicaragua. Daniel Ortega doit encore se rendre en Arabie Saoudite.

Plusieurs commentateurs et spécialistes économiques estiment que l'inflation accumulée atteindra cette année environ 2000 %, ce qui dénote la gravité de la crise, mais reste nettement inférieur au chiffre de l'année dernière.

Si le processus électoral en cours arrive à terme sans encombre, on estime qu'avec les élections générales du 25 février, l'économie du pays pourrait entrer, l'année prochaine, dans une phase de relance sélective de la production et des services.

Parmi les principaux investisseurs qui pourraient se fixer au Nicaragua ou qui seraient susceptibles d'augmenter le chiffre de leurs opérations, figurent en tête de liste les Japonais et les compagnies pétrolières internationales, Texaco, Esso, Chevron.

Impressum L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 236, CH-8042 Zurich. Telex (45) 817585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

RESEAU DE SOLIDARITE

Tous ceux qui sont convaincus que le Nicaragua a besoin et le droit d'avoir sa propre voix, contribuent au fonds de solidarité de l'ANN! Il y en a déjà parmi les gens de la solidarité qui versent chaque mois une somme pour garantir la survie de l'ANN. Nous serons heureux de vous inscrire dans les listes du fonds de solidarité!

SERVICE

ANN offre: Affiche en couleur 10 ans de solidarité internationale format 60/84.

Prix (incl. frais d'expédition): CHF 10.-/FF40.-

ATTENTION: L'écriture est en allemand!

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Europe, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

La montre-bracelet 10 años Nicaragua libre est enfin à disposition! Prix de solidarité:

FF 250/FF 65.- plus frais d'expédition CHF 4.50. Votre paiement (par cheque postal ou bancaire) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Suisse, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

Livres du Nicaragua L'ANN en collaboration avec l'édition Nahua à Wuppertal en Allemagne et la librería el Cóndor à Zurich dispose des livres nicaraguayens. La librería el Cóndor se charge de l'expédition. Pour vos commandes, adressez-vous à: Librería El Cóndor, Obere Zäune 18, Postfach 369, 8024 Zurich.

SERVICE "ELECTIONS" DE L'ANN

Si vous êtes intéressés à des informations spécialisées sur le thème "Elections" en langue espagnole, allemande **et nouveau: en français**, vous pouvez vous abonner à des paquets de 30 articles spécifiques livrés directement sur votre télex, mailbox ou téléfax.

Prix par paquet:

- télécopie CHF 255.-
- télex CHF 480.-
- mailbox CHF 195.-

Calendrier

Si vous organisez une fête de solidarité, une réunion, un congrès, etc., vous pouvez l'annoncer dans notre bulletin hebdomadaire! Il n'y a pas de mieux pour informer un public intéressé en Europe, soit en France, la Belgique, la Suisse, la RFA et Autriche!

Les conditions: Il faut nous le faire savoir le plus tôt possible. Comme contribution aux frais de ce service, nous vous demandons de vendre notre matériel à l'occasion de votre réunion. Nous vous enverrons alors un ou plusieurs paquets qui contiendront des bulletins, des cartes postales, des affiches et des prospectus pour le prix unique de CHF 65.-, FF 240.- (pas de commission, des prix de vente fixes.)

